



Appel à une journée nationale d'action le 20 novembre Pour d'autres choix pour l'enseignement supérieur et la recherche !

Les annonces et décisions ministérielles concernant l'enseignement supérieur et la recherche ne cessent de dégrader les conditions de vie des étudiants et les conditions de travail des personnels, d'affaiblir le service public et d'accroître les inégalités entre les universités. Juste avant la Toussaint, après l'annonce des 130 chaires, qui diminuent la capacité d'encadrement des universités et privent les organismes de recrutements autonomes de chargés de recherche, la ministre a divulgué des projets de décret concernant les carrières des enseignants-chercheurs et des BIATOSS: le premier impose la modulation des services, consacre l'étendue des pouvoirs du président, cantonne les promotions et les congés sabbatiques au niveau des établissements, permet de recruter sans exiger la qualification des enseignants-chercheurs en poste à l'étranger ; le second permet la distribution de primes au mérite (Prime de fonctions et de résultat). Et le Ministère veut faire passer ces textes avant le 31 Décembre !.

Le budget adopté lundi dernier par l'assemblée nationale ne répond pas aux attentes de la communauté universitaire et tourne le dos aux annonces prises par la ministre les mois passés.

Des résistances se développent dans les universités et les organismes. En témoignent les nombreuses prises de positions d'universités ou de présidents contre la mise en œuvre dans la précipitation d'une réforme de la formation des enseignants, qui est par ailleurs largement contestée. Dès cette semaine, des AG rassemblant personnels et étudiants sont organisées pour débattre de la politique du gouvernement concernant l'enseignement supérieur et la recherche et des actions à mener pour imposer d'autres choix.

Nous l'avons déjà dit : nous contestons les choix du gouvernement en matière de politique universitaire et de recherche ; **l'enseignement supérieur et la recherche doivent être une priorité pour le pays.**

Nous exigeons :

- le rétablissement des emplois de titulaires et allocations de recherche supprimés dans le budget 2009, ainsi que des emplois de préemptés en 2009 pour la création des chaires
- un plan pluriannuel de recrutement d'enseignants-chercheurs, d'enseignants, de chercheurs et de personnels administratifs, techniques et de bibliothèques pour faire face aux besoins d'encadrement et des laboratoires
- l'abandon du décret instaurant les modulations de services, qui se traduiraient par un alourdissement de service pour la plupart des enseignants-chercheurs
- une véritable augmentation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche et d'autres choix budgétaires pour répondre aux besoins (aides sociales pour les étudiants, amélioration de la vie étudiante, réduction de l'emploi précaire, rénovation des locaux, revalorisations salariales pour 100% des personnels au lieu d'une politique de primes, crédits récurrents suffisants...)
- un moratoire dans la conception des maquettes de Master dédiés à la formation des enseignants, afin que le débat sur la formation des enseignants puisse associer toute la communauté universitaire et les acteurs concernés.
- l'arrêt du démantèlement des organismes de recherche

Déterminées à faire entendre leur voix, les organisations signataires appellent les étudiants et les personnels à se réunir en assemblées générales - en particulier le 13 novembre - et à une journée nationale d'action le 20 novembre (manifestations, grèves, ...) en convergence avec les syndicats des premier et second degrés qui appellent à la grève ce jour là.

Signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP) ; CGT (FERC Sup, SNTRS) ; SLR ; SLU ; UNEF.